

Rapport d'activité 2016



Juin 2017



Bilan d'une année 2016 riche de solidarité et d'actions durables

Préface	2
Genre & environnement	4
Nos liens avec l'Université	5
Burkina Faso	6
Burundi	8
Cameroun	10
RD Congo	12
Sénégal	18
Belgique	20
Chiffres	22



2015 a ouvert le livre d'ULB-Coopération. 2016 referme définitivement ceux du CEMUBAC et du SLCD. En effet, durant cette année, ULB-Coopération a poursuivi le travail de ses glorieuses aînées en assurant avec succès la gestion et la clôture des projets élaborés par les deux ONG fondatrices. En 2016, plus de 7.000 membres de la communauté universitaire ont été sensibilisés aux enjeux des relations Nord-Sud par notre équipe chargée de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Dans le domaine de la santé, nos équipes ont permis d'initier une importante réforme du système de santé congolais visant à améliorer l'efficacité de sa gouvernance. La qualité des soins a été renforcée au niveau de deux hôpitaux de zone de santé, qui ont vu leur activité augmenter. Une dizaine d'ouvrages (salles d'opération et maternités) ont été construits ou réhabilités. La formation continue du personnel a contribué à une diminution significative du taux de césarienne dans la province du Nord-Kivu et à la prise en charge de plus de 20.000 victimes de violences sexuelles. Dans les cinq pays d'intervention d'ULB-Coopération, le reboisement, la gestion raisonnée des forêts et l'agroforesterie ont constitué un fil conducteur de notre action. Des milliers d'hectares de forêts ont été aménagés, protégés et disposent de plans de gestion ; le reboisement porte sur des centaines de milliers d'arbres de diverses espèces. Les populations sont organisées et formées aux techniques de pépinières et d'agroforesterie. Elles ont vu leur sécurité alimentaire et nutritionnelle s'améliorer tout en préservant l'environnement. Au Burundi, le centre semencier de Mukike assure de manière autonome la diffusion de semences de qualité et à moindre coût pour les pommes de terre, le blé et le maïs. Au Burkina Faso, les 30.000 habitants de Barsalogo bénéficient quotidiennement des réseaux électrique et hydraulique mis en place par ULB-Coopération. Et beaucoup d'autres résultats encore décrits dans la suite de ce rapport.

2016 est également l'année de préparation de deux nouveaux programmes très importants pour ULB-Coopération. Cofinancé par la Coopération belge, le programme d'action 2017-2021 (10.745.000 €) a été élaboré en concertation avec les autres ONG universitaires regroupées sous le nom d'Uni4Coop. Il se déroulera, en ce qui nous concerne, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal. Le projet PADISS, ambitieux programme en santé (14.000.000 €), appuiera pour cinq ans le développement intégré du système de santé de la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. Il est cofinancé à 90 % par l'Union européenne et à 10 % par la Coopération belge.

Elaborés en étroite collaboration avec différents partenaires locaux et plusieurs acteurs de l'Université, ces deux programmes ont débuté en 2017 et formeront le cœur de notre activité dans les cinq années à venir.

Pour mener à bien ces projets ainsi que les autres qui viendront renforcer leur cohérence et l'interdisciplinarité de nos actions, l'équipe d'ULB-Coopération s'est étoffée. En plus de nos partenaires, c'est maintenant une quarantaine de personnes qui travaillent directement pour ULB-Coopération à la mise en œuvre des actions, dont 25 sur le terrain à Ouagadougou, Kinshasa et Goma. Qu'elles et ils soient tous remerciés pour les efforts qu'ils consentent dans des conditions parfois très difficiles. Merci également à vous tous. Vos encouragements nous rassurent, vos questions nous font avancer et vos dons nous apportent les cofinancements essentiels à la mise en œuvre de nos projets. Nous espérons que la lecture de ce rapport vous confortera dans l'idée de poursuivre votre collaboration avec ULB-Coopération.

Pour l'équipe,

Alain Wodon
Directeur



Genre

Pour contribuer à la construction d'une société juste, émancipatrice, solidaire et responsable, où toutes les citoyennes et les citoyens sont traité·e·s avec égalité, au Nord comme au Sud, il importe d'avoir une attention particulière, à la fois spécifique et transversale, sur les questions liées au genre.

Cette attention se traduit à la fois dans la vie quotidienne de la structure et dans la conception de nos projets. Des actions de sensibilisation du personnel, tant au Nord qu'au Sud, sont organisées par notre référente « genre » afin de combattre des préjugés et réflexes encore trop ancrés. Dans les projets, diverses actions participent au renforcement de la position des femmes (empowerment), tel l'appui aux groupements d'intérêts économiques féminins au Sénégal, et à l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, au travers d'un projet qui vise la réparation des fistules. Nous veillons également à adapter nos actions en fonction du genre des bénéficiaires (gender mainstreaming). Ainsi, dans un projet d'appui à l'entrepreneuriat mené au Cameroun, le soutien apporté aux hommes est différent du soutien apporté aux femmes ; ces

deux publics rencontrant habituellement des obstacles différents. À toutes les étapes de leur évolution, les projets sont soumis à une analyse sexospécifique.

Ces deux approches, recommandées par les professionnel·e·s de la question du genre, seront poursuivies dans le programme 2017-2021. Un regard genre posé sur nos thématiques sera couplé à des actions plus spécifiques auprès des femmes.



Apicultrice, Kikola, RDC

Environnement

Si une large part de nos projets portent directement sur la préservation de l'environnement (apiculture, reforestation, changement climatique, agroécologie, etc.), cette thématique est également abordée dans les autres projets (santé, appui à l'entrepreneuriat), tout comme au sein de la structure. Afin de garantir une cohérence exem-

plaire avec nos objectifs de terrain, nous travaillons depuis un an au niveau du siège à la mise en place d'un processus de labélisation « entreprise écodynamique » qui nous permet de porter un regard critique sur notre impact sur l'environnement. Plusieurs mesures ont déjà été mises en place en 2016 et seront poursuivies dans les années à venir.



Agroforesterie, Kisantu, RDC

Nos liens avec l'Université

Afin de profiter des forces de l'ULB et d'en canaliser une partie vers des activités de développement, afin de mettre les compétences d'ULB-Coopération au service de l'Université, afin d'ensemble développer l'engagement de la communauté universitaire vers les problématiques du Sud, l'Université et l'ONG ont créé et créent encore de nombreux liens.

Les échanges mis en place sont de natures diverses. Ils sont encouragés par les autorités académiques, **Recteur, Vice-rectrices et Vice-recteurs**. Ils sont facilités au quotidien par le **Département des relations extérieures** ou plus ponctuellement par l'invitation qui nous est faite de participer à certains groupes de travail de l'Université, notamment le **Groupe Pays en Développement** ou le **Pôle Santé**.

Nos activités d'éducation à la citoyenneté critique ont été soutenues par différents services de l'Université. **ULB Culture** a co-construit et accueilli l'exposition « Notre/Votre Congo » qui a été porteuse d'événements complémentaires tels que des balades thématiques, des conférences, des ciné-débats impliquant divers acteurs de l'Université. La **Bibliothèque des Sciences de la Santé** a permis l'organisation du concours de photographies « Images par-delà les frontières ». Les **Facultés des Sciences—Département d'informatique** et celle des **Sciences psychologiques et de l'éducation** ont joint leurs compétences pour développer une application **Environnement**, par le biais du Student Green Office, a offert à l'ONG plusieurs lieux de mobilisation des **étudiant·e·s**. Avec **ULB Sports**, c'est une collaboration autour des 20 km de

Bruxelles qui a débuté.

Plusieurs Facultés ont permis d'accueillir des intervenants du Sud lors de leurs cours (cours mérités). Elles ont soutenu des stages ou des mémoires dans le cadre de nos activités. C'est le cas de la **Faculté des Sciences**, de l'**École Polytechnique** à travers sa cellule de coopération **CODEPO**, de la **Faculté de Philosophie et Sciences sociales** ou encore de la **Faculté de Lettres, Traduction et Communication** et de la **Faculté de Droit et de criminologie**. Des liens identiques se développent avec la **Faculté Solvay** et la **Faculté de Pharmacie** où une réflexion est menée pour la mise en place d'une cellule de coopération basée sur le modèle de la **CODEPO**, la **CODEPHAR**. L'**École inter-facultaire de bio-ingénieurs** et l'**École de santé publique** sont directement impliquées dans la conception des projets. Des collaborations soutenues sont mises en place notamment à travers la co-gestion de projets de recherche pour le **développement (PRD)**.

L'**hôpital Erasme** (via son service **Erasme Coopération**) est un partenaire clé au sein du volet formation de notre projet Santé au Nord-Kivu. Dans un avenir proche, ce projet devrait également bénéficier de l'implication de la **Faculté d'architecture La Cambre-Horta** pour son important volet de réhabilitation des structures médicales. La construction d'autant de collaborations positives en deux ans d'existence est très encourageante pour l'avenir. De nombreuses collaborations sont encore à construire, des opportunités à saisir.



Exposition « Notre/Votre Congo. La propagande coloniale belge dévoilée »

BURKINA FASO

Produits Forestiers Non-Ligneux, eau et électricité, clés de développement

L'action se déroule dans la zone de Barsalogo (200.000 habitants) qui subit les effets cumulés des changements climatiques et de la pression démographique. Son objectif est de contribuer au développement rural de la zone par une gestion et une valorisation durable des ressources naturelles et par l'amélioration des services de base, eau et électricité.

État d'avancement

32 % de la forêt de Koriko (28.000 ha), dernière barrière locale contre la désertification, ont été protégés et aménagés par la plantation de plus de 60 km de haies vives et la réalisation de pare-feu. Ces aménagements ont marqué une frontière physique entre les zones forestières et non forestières, facilitant ainsi leur gouvernance. Les inventaires forestiers, préalables indispensables à l'élaboration d'un plan de gestion et d'exploitation de la forêt, ont été réalisés. Le repiquage de plus de 140.000 plants d'arbres a permis de structurer une exploitation durable des produits forestiers par les groupements de gestion forestiers (bois, noix, sève, paille...). La valorisation d'huiles (balanites et baobab) a été étudiée ; l'utilisation de l'huile de balanites comme biocarburant a été abandonnée, son coût de production s'étant avéré excessif. La poursuite de l'action avec le partenaire local Impulsion, concernant l'accès aux services de base, a encore augmenté le taux d'accès à l'électricité. Le volume des ventes, qui permet d'assurer la pérennité des services, a dépassé de 25 % l'objectif fixé dans le business plan. La continuité des services de distribution d'énergie et d'eau a été assurée toute l'année. Un nouveau cycle de réflexion stratégique a été initié avec Impulsion, notamment en raison d'une modification structurelle (départ d'une partie de l'équipe). Plusieurs activités de renforcement organisationnel ont été programmées : révision de la mission, de l'organigramme et de la description des fonctions.



200.000 personnes



509.000 €

DGD, CNCD, loterie nationale, donateurs privés



Forêt de Koriko



Partenaire

L'Association **Impulsion**, active dans la zone de Barsalogo, dont le siège social est à Ouagadougou depuis 2004.

Localisation



Perspectives

De nouvelles synergies et collaborations s'annoncent dès 2017, qui renforceront les symbioses entre la protection de l'environnement et la valorisation durable des ressources, une nouvelle zone d'action, le « corridor des éléphants » intégrera le projet et la commercialisation des produits de la forêt sera consolidée. Le système hydraulique sera renforcé.



Maraîchage, Barsalogho

Filière semencière de pommes de terre

L'objectif de l'intervention était d'améliorer durablement les conditions de vie des hommes et des femmes productrices agricoles de la commune de Mukike (Province de Bujumbura Rural, 25.000 habitants) en appuyant la structuration des acteurs de la filière pomme de terre.

Modalités d'intervention

Pour atteindre cet objectif, ULB-Coopération a soutenu le centre semencier de Ruzibazi et appuyé la création de la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles de Mukike (FOPAMU). Nous avons consolidé les compétences techniques et organisationnelles de ces différents acteurs et actrices de la filière semencière par l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités et par des visites d'échanges. Nous avons appuyé la mise en place du comité de gestion du centre semencier et l'avons doté d'un fonds de roulement pour l'achat des semences. Le centre a été électrifié (générateur et photovoltaïque), informatisé et pourvu de motos. L'étable a été complètement restaurée et entourée de champs fourragers permettant d'obtenir des bovins en stabulation de la fumure organique afin d'amender les sols. La FOPAMU a été dotée de hangars de stockage ainsi que de batteuses et moulins lui permettant de générer des ressources financières tout en allégeant le travail des femmes.

Résultats

En 2016, 73 tonnes de semences certifiées ont été produites par le centre semencier qui demeure le plus performant du Burundi en termes de production de semences de qualité. Il a acquis une autonomie totale notamment grâce l'efficacité de son comité de gestion et, entre autres, à l'augmentation de la production de la fumure organique qui couvre 100 % de ses besoins. 39 associations autonomes en ordre de cotisation adhèrent à la FOPAMU. Elles sont désormais capables de respecter les itinéraires techniques garantissant la qualité exigée pour la certification des semences. 90 % des agriculteurs et agricultrices ont reçu une formation environnementale. Ensemble, les associations ont produit près de 248 tonnes de pommes de terre.

Dans le cadre de la lutte contre l'érosion et de l'amélioration de la fertilité des sols, 19.000 plants d'Eucalyptus, de Calliandra et de Leucaena produits en pépinières, ainsi que des plants d'avocatriers et de prunes de japon ont été remis aux associations membres de la FOPAMU.



L'approche genre développée durant tout le programme avec l'appui d'une ONG spécialisée (Dushirehamwe) s'est concrétisée par une représentation de 30 % des femmes aux seins des organes de décision.

Une évaluation externe de l'impact du projet a montré que celui-ci a significativement contribué à l'amélioration du bien-être des populations bénéficiaires. Les impacts se constatent en matière d'habitat, d'achat de terrains et de bétail, et en termes de capacités à subvenir aux besoins vitaux (acheter les intrants agricoles, scolariser les enfants, nourrir les familles, se vêtir, se soigner, etc.).





30 organisations paysannes



105.000 €
DGD, donateurs privés

Partenaire

La Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage de la Province de Bujumbura rural (DPAE).



Réunion d'acteurs et bénéficiaires, Mukike

Perspectives

Le projet s'est terminé fin 2016 et ne sera pas renouvelé. Avant sa clôture, il a été octroyé à la fédération un investissement de 15 tonnes de semences de base afin de lui constituer un fonds de roulement. En 2017, le centre semencier vendra les semences de base aux associations membres de la FOPAMU, qui à leur tour produiront les semences certifiées pour la population de Mukike et des envi-

rons. De cette manière, le projet aura durablement construit la filière semencière et aura répondu à la pénurie de semences de qualité dans la zone.

Valorisation des raphiales

À Nkong Zem dans le département de la Ménoua en Province de l'Ouest, les raphiales (forêts marécageuses où dominent les raphias, sorte de palmiers), qui se sont rétrécies au cours des dernières décennies, remplissent une fonction écosystémique importante dans l'approvisionnement en eau des populations et des cultures. Les dérivés sont utilisés au quotidien (vannerie, meubles, tissus) et dans le cadre de cérémonies traditionnelles (sève).

Le projet visait à sensibiliser les populations et les autorités à la richesse écologique, sociale et économique de cette ressource naturelle et à redynamiser les acteurs de la filière. À long terme, il s'agit d'encourager l'exploitation durable des ressources naturelles, notamment les productions agro-sylvopastorales, créatrices de valeur ajoutée, tout en contribuant au maintien d'une biodiversité garante d'un environnement sain.

Activités

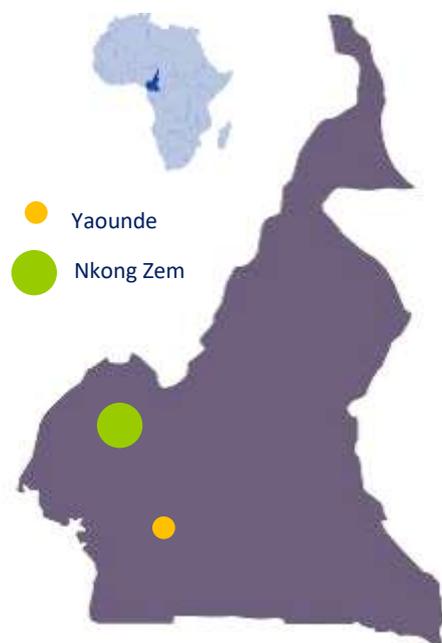
Les raphiales ont été préservées, régénérées et exploitées durablement, en sensibilisant particulièrement les responsables institutionnels et la jeune génération. Une cinquantaine d'acteurs de la filière raphia ont adhéré au programme de recherche-action misant sur une amélioration de leurs revenus et la préservation de cette ressource naturelle menacée. Ils ont identifié leurs forces, faiblesses et les pistes d'amélioration des pratiques liées aux métiers de récolte, de transformation et de commercialisation des sous-produits du raphia. Les acteurs,

constitués en comité, ont décidé d'organiser un marché périodique temporaire, avec l'appui du GADD, notre partenaire local. Plusieurs marchés temporaires se sont tenus. Ils ont permis d'améliorer la visibilité des métiers du raphia, de remplir les carnets de commande des artisans et d'identifier quelques candidats à une professionnalisation de leur atelier. En fin de programme, les bénéficiaires les plus actifs ont mis en place un magasin coopératif. L'accès à l'eau potable a été amélioré par le maintien de la biodiversité et la création de réserves d'eau. Des comités de gestion ont été mis en place pour en assurer la continuité.



Partenaire

Le partenaire local est le **GADD** (Groupement d'Appui pour le Développement Durable), ONG de développement de droit camerounais créée en 2003 et basée à Dschang, à l'Ouest du Cameroun.



50 acteurs accompagnés
372.000 habitants



178.000 €
DGD, donateurs privés



Actrice et acteurs de la filière du raphia

Perspectives

2017 marque la fin du projet de soutien et l'arrêt de notre intervention dans la zone. Le GADD, aujourd'hui renforcé, s'apprête à relever de nouveaux défis et s'appuiera sur de nouvelles sources de subsides.

SANTÉ : Appui au système de santé en province de Kinshasa et au Nord-Kivu



En RDC, le programme mis en œuvre grâce à un cofinancement de la Coopération belge et de l'Union européenne avait pour objectif l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'offre de soins dans les provinces de Kinshasa et du Nord-Kivu. Dans chaque province, il consistait à appuyer la

Division provinciale de la santé (autorité administrative responsable de l'organisation du système de santé de la province) ainsi qu'une zone de santé et son hôpital.

Modalités d'intervention

En 2016, ULB-Coopération a poursuivi son appui aux Divisions provinciales de la santé (DPS) afin que celles-ci mettent en œuvre la réforme, initiée les années précédentes, qui vise l'amélioration de l'efficacité des DPS par un changement de leur mode de management. Les appuis apportés ont pris diverses formes : encadrement technique, appui dans la production des documents de référence, formation du personnel, soutien financier pour l'organisation d'activités clés ou pour le fonctionnement général. L'appui apporté aux zones de santé et à leurs hôpitaux généraux de référence a également pris plusieurs formes : appui financier pour le fonctionnement et compléments de primes salariales, formation du personnel, mise en place de procédures et d'outils de gestion, expertises spécifiques en particulier dans les domaines de l'organisation des hôpitaux et du financement des soins.

Résultats

À Kinshasa, l'opposition de certaines autorités a enfin été vaincue et le processus de réforme de la DPS a pu réellement commencer. Le nouveau personnel a été recruté selon un processus équitable et la professionnalisation de certains métiers a pu progresser. Au Nord-Kivu, la mise en place de la réforme a avancé plus vite. La nouvelle équipe de la DPS a amélioré ses capacités de pilotage et de bonne gouvernance. La fonction d'encadrement des zones de santé a été particulièrement soutenue (formation du personnel et logistique des visites sur le terrain). Toutefois, devenue actrice de plus en plus reconnue par les partenaires et bailleurs (ce qui est une belle réussite en soi), la DPS devient fort sollicitée par ceux-ci pour l'exécution de leurs propres projets. Sa réactivité dans l'exécution de ses fonctions principales, moins financées, en est parfois fort affectée.



À Kintambo (commune de Kinshasa), où ULB-Coopération appuie l'hôpital et la zone de santé, la collaboration entre les structures publiques et privées est aujourd'hui acquise et construit les prémices d'échanges d'expériences fructueux, notamment autour des questions de gouvernance. Les activités de sensibilisation menées par l'ONG locale Étoile du Sud sont intégrées dans les activités au sein des communautés ; les liens entre la zone de santé et les usagers et usagères se renforcent.

À l'hôpital de Kintambo, l'approche qualité, l'amélioration de la gestion, l'approche filière et le paiement au forfait dans le service de pédiatrie ont été mis en place. La gouvernance de l'hôpital a été renforcée. L'hôpital a évolué de manière encourageante en termes d'accessibilité et de qualité des soins : les infections postopératoires ont diminué, la durée moyenne de séjour est basse (8 jours) et la fréquentation des consultations à l'hôpital a augmenté (45.000 en 2013, 86.000 en 2016).

Malgré ces succès, le blocage puis la lenteur de la réforme du système national d'information sanitaire empêche toujours l'accès à des informations de qualité. En outre, la mainmise des autorités provinciales sur la gestion de l'hôpital le prive d'une partie de ses ressources, de son autonomie de gestion et constitue un facteur de démotivation pour les équipes.

À Kirotshé (Nord-Kivu), une tarification forfaitaire a été mise en place dans les structures de la zone de santé et à l'HGR afin de réduire les barrières financières de la population à l'accès à des soins. Un travail d'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des soins a été mené à l'hôpital. Il a notamment conduit à la systématisation des audits cliniques qui ont été renforcés grâce à la formation des médecins, organisée dans le cadre du projet de prise en charge des victimes de violences sexuelles. La pharmacie de la zone a été réorganisée et un capital en médicaments reconstitué.

Une recherche-action a souligné l'importance de la participation de la communauté dans la mise en œuvre des activités de soins de santé primaires. Aujourd'hui, l'équipe de la zone de santé dispose d'éléments complémentaires utiles pour le développement des centres de santé.

Bien qu'aucun appui direct n'ait été prévu pour l'hôpital provincial de Goma, l'équipe d'ULB-Coopération a participé activement au redresse-

ment de cet hôpital. Les appuis apportés en collaboration avec la DPS ont permis des progrès significatifs au niveau de la gouvernance, de l'accueil des patients et du fonctionnement général de l'hôpital avec comme résultat le plus significatif, le doublement du taux d'utilisation.



10 millions d'habitants

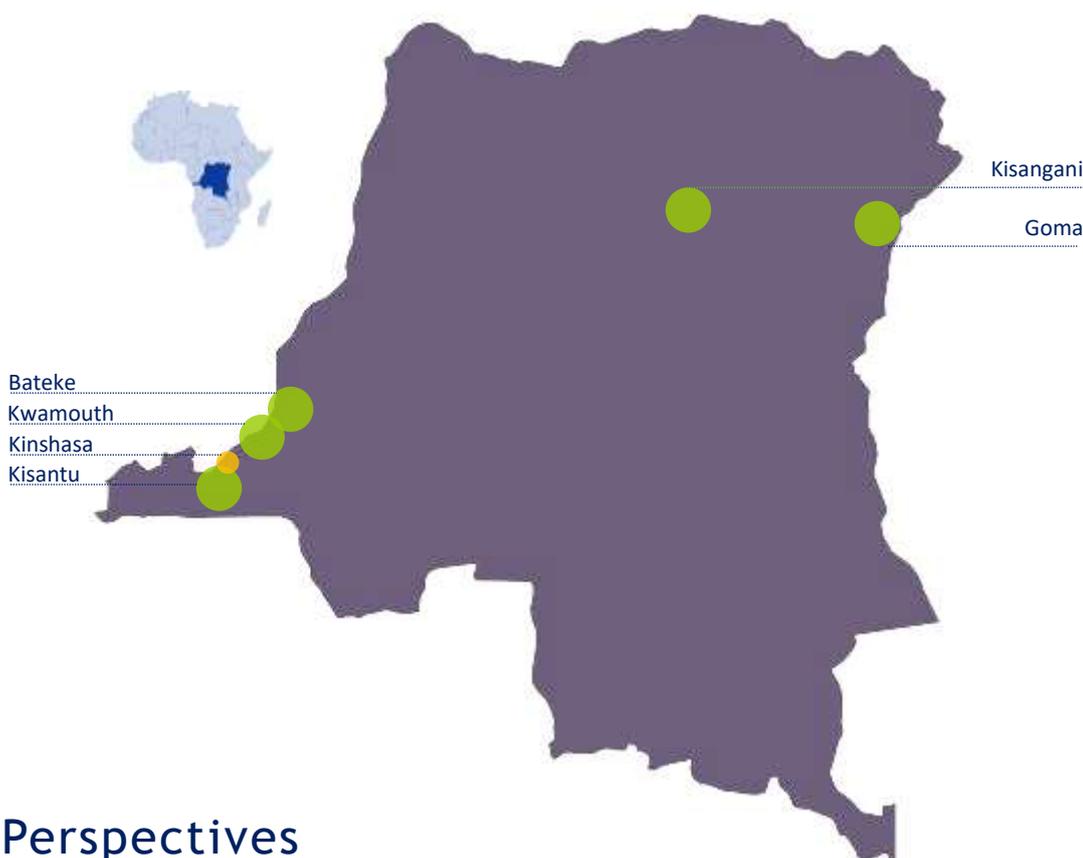


760.000 € en 2016
DGD, UE, dons privés

Partenaires

Divisions Provinciales de la Santé (Kinshasa et Nord-Kivu (Goma)) et zones de santé

Localisation



Perspectives

À Kinshasa, l'appui à la DPS ne sera pas poursuivi, pour des raisons d'efficacité. L'appui portera plutôt sur le renforcement d'une plateforme hospitalière de gestion qui deviendra le dispositif central de l'action devant à la fois favoriser la participation, la redevabilité et la diffusion des bonnes pratiques. À Kintambo, l'approche participative sera renforcée à travers la consolidation du forum des structures privées et de l'hôpital. La participation communautaire sera une vraie force d'équilibre en vue d'une offre de soins de qualité ; les partenaires de terrain (usagers et usagères incluses) seront au centre des actions. La réflexion sur le système de santé en mi-

lieu urbain ainsi que les efforts de capitalisation seront intensifiés.

Au Nord-Kivu, le démarrage début 2017 du « Projet d'appui au développement intégré du système de santé » (PADISS) représente une formidable opportunité d'accroître l'envergure des actions menées jusqu'à présent et de mettre en œuvre une véritable approche systématique du renforcement du système de santé. Le projet prévoit entre autres d'appuyer la DPS, deux zones de santé (Goma et Rutshuru) et l'hôpital provincial (Goma).

SANTÉ : Prise en charge des victimes de violences sexuelles au Nord-Kivu



Dans le cadre d'un financement de l'Union européenne qui visait la prise en charge des victimes de violences sexuelles dans la province du Nord-Kivu, ULB-Coopération a élaboré un projet ayant pour objectifs, d'une part, l'amélioration des cadres de travail pour permettre une prise en charge de qualité et, d'autre part, la formation du personnel pour une meilleure prise en charge gynéco-obstétricale et urologique des survivantes de violences sexuelles (SVS) et de l'ensemble des femmes. Cette formulation des objectifs permettait d'élargir le cadre de l'intervention et de répondre à un problème criant, celui de la mauvaise prise en charge des accouchements, première cause de complication gynéco-obstétricale loin devant les violences sexuelles.

Méthodologie

Un important volet réhabilitation et équipement des structures de soins a été mis en œuvre. Il n'a pas, comme trop souvent, proposé une approche standardisée : les besoins en réhabilitation ont été identifiés et définis au cas par cas en collaboration avec les prestataires des formations sanitaires et des représentants de la population. Un programme de formation a été mis en place. Il a eu recours à des méthodes adaptées pour adultes mettant l'apprenant au centre de son processus d'apprentissage. Il a combiné : (i) la lecture individuelle de ressources documentaires fournies en début de stage, (ii) des séminaires, (iii) des stages pratiques sous la supervision d'un facilitateur avec utilisation d'outils de simulation. Les formations ont été réalisées en cascade : (i) formation des formateurs provinciaux par des formateurs provenant de l'hôpital Erasme de l'ULB, (ii) formation des cadres de zones de santé au niveau provincial par les formateurs provinciaux et (iii) formation des personnels de centres de santé par les cadres formés.



3,5 millions d'habitants



704.000 €
UE

Résultats

Cinq nouveaux bâtiments abritant maternité ou salle d'opération ont été construits pour les hôpitaux généraux de références (HGR) des zones de santé de Alimbongo, Kamango et Lubero au Nord-Kivu et Boga et Lita dans l'Ituri. Quatre bâtiments abritant maternité ou salle d'opération ont bénéficié d'une réhabilitation profonde pour les HGR des zones de santé d'Itebero au Nord-Kivu et Drodoro, Komanda et Nizi en Ituri. Les HGR des zones de santé Kayna et Kibua au Nord-Kivu, Gety en Ituri ont reçu des équipements incluant lits d'hospitalisation, lits d'accouchements, tables opératoires et d'autres appareils médicaux pour l'échographie ou la réanimation. Les HGR de Alimbongo, Boga, Drodoro, Komanda, Lita, Mambasa et Nizi ont bénéficié d'équipements en matériels biomédicaux.



Concernant les formations :

- Treize médecins généralistes ont été formés aux méthodes permettant une prise en charge gynéco-obstétrique de qualité dans le contexte d'un hôpital général de référence d'une zone de santé. Ces formations en gynéco-obstétrique de base ont été organisées dans les hôpitaux HEAL Africa et Charité maternelle de Goma ainsi qu'à l'hôpital Provincial du Nord-Kivu ;
- Huit médecins ont reçu une formation d'excellence au niveau de l'hôpital Heal Africa sur la chirurgie de réparation des complications obstétricales et urogénitales, dont les fistules ;
- Respectivement 124 et 286 membres du personnel infirmier en Ituri et au Nord-Kivu œuvrant dans les maternités des centres de santé des 20 zones de santé ciblées ont été formés dans la prise en charge des femmes enceintes et des survivants de violences sexuelles.

Partenaires

La Division provinciale de la santé (DPS) et la Zone de santé

Impact

Prise en charge des SVS au niveau du système de santé, en dehors d'un programme spécifique.

Dans la province du Nord-Kivu, 15.420 survivant·e·s de violences sexuelles ont été vu·e·s dans les 72 heures (soit 75 % des cas) au niveau des services de santé. 90 % d'entre eux·elles ont bénéficié d'une administration d'antirétroviraux et 77 % d'une contraception.

Diminution du nombre de césariennes sans augmentation de la mortalité maternelle.

Dans les six zones de santé du Nord-Kivu (Alimbongo, Itebero, Kamango, Kayna, Kibua et Lubero) où le programme de formation clinique a été introduit, la proportion de césariennes a diminué passant de 37 % (n=10.192) à 28 % (n=1.687) alors que la mortalité maternelle dans les institutions passait de 186 pour 100.000 accouchements dirigés en 2014, à zéro en 2016.

En Ituri où le programme de formation clinique a été introduit pour la première fois, entre le début et la fin du programme la proportion de césariennes a aussi diminué passant, de 39 % (n=2.975) à 21 % (n=2.359), sans modification de la mortalité maternelle intra-institutionnelle qui est restée de 5 ‰ des accouchements dirigés (471 en 2014 versus 466 pour 100.000 accouchements dirigés en 2016).

Diminution des délais de réparation et du nombre d'exclusions sociales.

Dans la province du Nord-Kivu, pendant la période de mise en œuvre du projet, 23 fistules urogéni-

tales simples et 41 autres complications gynéco-obstétricales incluant les prolapsus (34) et les déchirures du périnée (5) ont été réparées avec succès par les médecins formés, dans leurs hôpitaux d'origine. Une fistule complexe recto-vaginale et vésico-vaginale liée à une agression sexuelle chez une fillette de six ans et cinq fistules vésico-vaginales compliquées ont été référées vers les hôpitaux d'excellence HEAL Africa et Panzi. Toutes les fistules ont été réparées avec succès.

Tous les cas reçus ont consulté dans les 48 heures et ont pu bénéficier du paquet complet de prise en charge en cas de violence sexuelle incluant la prévention du VIH. Seules 4 des 29 fistules enregistrées étaient consécutives à une agression sexuelle (trois des victimes ont moins de 10 ans). Sur l'ensemble des 70 complications enregistrées, 63 étaient consécutives aux accouchements, dont 6 après césarienne.

Cette intégration de la prise en charge des fistules et autres complications urogénitales majeures dans le système de santé permet une proximité des lieux de réparation qui raccourcit le délai entre le moment de survenue de la lésion et le moment de la réparation. Dans un contexte où l'inconfort consécutif aux lésions de ce type a systématiquement été à l'origine du rejet des victimes par la société, leur réparation précoce permet également d'éviter une exclusion sociale dramatique pour la femme et sa famille.



Hôpital provincial de Goma

Appui à l'agriculture familiale : concilier l'augmentation des productions agricoles et la protection de l'environnement



23.000 bénéficiaires



559.000 € en 2016

DGD, donateurs privés

Partenaires

ADIKIS-Terroir, dans la périphérie de Kisangani (Province Orientale)

CCDS, sur des terroirs situés en périphérie de la ville de Kisantu

GI-Agro, sur les plateaux Batéké dans la périphérie du Puits de carbone Ibi-Batéké

En 2016, ULB-Coopération a été active dans quatre zones de la RDC qui se trouvent sous l'influence de grands marchés urbains, où le besoin en terres fertiles est croissant et où la déforestation se fait sauvage : dans la périphérie de Kisangani en Province Orientale, en périphérie directe de la ville de Kisantu dans la province du Kongo-Central (anciennement nommée Bas-Congo), sur les plateaux Batéké dans la périphérie du Puits de carbone Ibi-Batéké (100 km de Kinshasa, Ville-province de Kinshasa), et dans le sud du Territoire de Kwamouth (entre Kinshasa et Bandundu-ville, Province du Maï Ndombe).

L'objectif des interventions est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs et agricultrices grâce à une exploitation durable des ressources de leur terroir.

Modalités d'intervention

ULB-Coopération intervient en soutenant techniquement et financièrement plusieurs associations congolaises (ADIKIS-Terroir à Kisangani, CCDS à Kisantu et GI-Agro dans les Batéké et le Kwamouth) qui travaillent à l'amélioration des systèmes de production dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation du bois d'œuvre et d'énergie, en proposant des techniques innovantes basées sur une gestion durable des ressources naturelles. Différents systèmes d'agriculture et d'élevage ont été soutenus : riziculture, agro-forêt, élevage porcin et pisciculture. Un accent particulier a été mis sur la sécurisation foncière en soutenant une démarche d'aménagement des terroirs et un renforcement des organisations paysannes (comités de développement, coopératives).

En parallèle, en collaboration avec Miel Maya Honing et le WWF-Belgique, ULB-Coopération a soutenu le projet SYNAPIC (Synergie en Apiculture en RD Congo) qui vise à appuyer la professionnalisation de l'apiculture. Le développement de cette filière

offre effectivement le double avantage de diversifier les sources de revenus des populations tout en participant à la lutte contre la déforestation en favorisant le reboisement ou le développement de champs agro-forestiers ou fruitiers.

Résultats

Les productions agricoles et les revenus bruts moyens des ménages ont augmenté. Les organisations paysannes encadrées ont pris une part active dans la planification des interventions de développement par le biais d'outils participatifs. Les producteurs et productrices ont adopté des systèmes agroforestiers et d'autres techniques durables. Les activités apicoles ont participé au maintien des zones de reboisement et de forêts naturelles. La sécurisation de terrains agricoles a progressé. L'apiculture soutenue s'est professionnalisée, les formations ont été dispensées, les structures appuyées au niveau organisationnel, et tant la qualité que la quantité de miel ont augmenté. L'accès des populations aux infrastructures sociales et de production (points d'eau potable, dispensaires de santé, mutuelle de santé...) est aujourd'hui plus aisé. Malheureusement, le retard dans l'obtention d'une concession d'exploitation de la forêt de Uma n'a pas permis d'atteindre les objectifs fixés en matière de commercialisation.

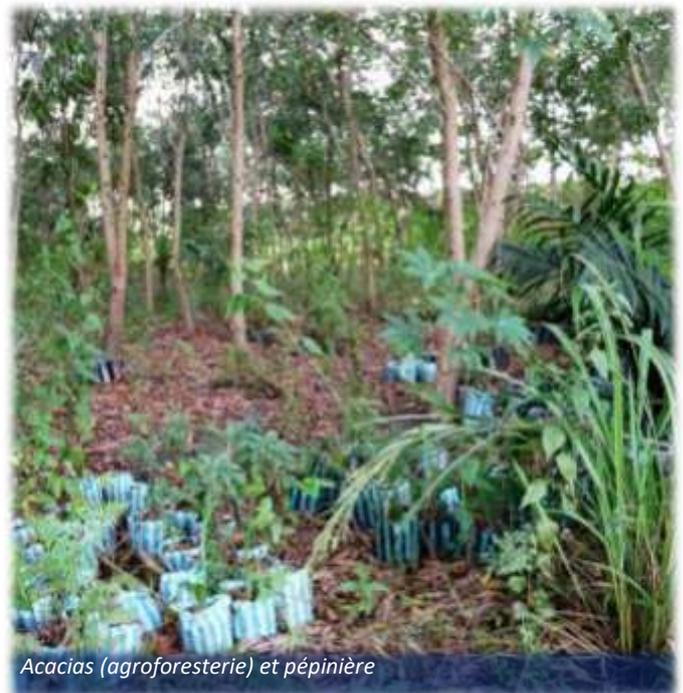


Perspectives



Plusieurs axes de travail seront poursuivis dans le programme 2017-2021 :

- La professionnalisation de l'apiculture comme moyen de lutte contre la déforestation et comme source de revenus plus élevés et plus stables ;
- L'amélioration et la transformation des systèmes agraires ;
- Le renforcement des structures de commercialisation ;
- Le renforcement des capacités des acteurs intermédiaires, partenaires et associations locales.
- Le futur programme se donnera les moyens de capitaliser sur les modèles de changement porteurs.



Maraîchage biologique féminin, restauration de sols dégradés, agroforesterie et hydraulique villageoise

Au Sénégal, plusieurs actions soutenues par différents bailleurs (DGD, WBI, Fondation Roi Baudouin, Agence Wallonne pour le Climat) et des dons privés ont permis de fixer les objectifs suivants :

- ▼ Amélioration des revenus des ménages par l'agroécologie, en appuyant l'entrepreneuriat féminin agricole à Tambacounda ;
- ▼ Amélioration de l'accès à l'eau potable à Koussanar ;
- ▼ Atténuation et adaptation aux changements climatiques en diminuant la déforestation par l'exploitation rationnelle, optimisée et durable des forêts au bénéfice des populations limitrophes en région de Fatick.

État d'avancement

Regroupées au sein de neuf groupements d'intérêt économique (GIE), près de 1.000 femmes ont été formées aux techniques de maraîchage biologique et disposent des infrastructures et du matériel nécessaires : puits, clôtures, bâtiments, séchoirs solaires... Grâce à cela, elles produisent des légumes de bonne qualité qui se conservent plus longtemps en comparaison aux productions maraîchères conventionnelles. Les GIE ont été accompagnés pour un renforcement organisationnel. Ils ont acquis de nouvelles compétences de production agricole et agroforestière. Ils augmentent et valorisent leur production et en tirent des revenus pour assurer leur sécurité alimentaire. Sept d'entre eux sont actifs dans la production et la transformation de produits maraîchers biologiques, les deux autres produisent du savon et de l'huile d'arachide bio. Ces GIE se sont associés au sein d'une coopérative d'achat d'intrants et de vente de leurs produits. Ils sont installés sur un emplacement octroyé par la mairie de Tambacounda, au marché central. Les productions sont commercialisées dans les villages et marchés limitrophes.

En matière d'accès à l'eau potable, le château d'eau de la Commune de Koussanar a été réhabilité et sa capacité augmentée. Le réseau hydraulique s'est étendu sur 18 km supplémentaires. Des milliers de ménages ont un accès plus facile à l'eau potable.

Les terres étant terriblement dégradées et infertiles dans la région de Fatik, l'agroforesterie a été dé-



ployée sur la zone. Des exploitations familiales ont acquis les techniques de pépinières et près de 40.000 arbres fertilitaires et clôtures naturelles ont été plantés, créant autant d'oasis de verdure fertile. Avec l'Institut national de pédologie, un système de digues antiérosives a été organisé autour des périmètres agroforestiers, pour contrer l'érosion et favoriser la sédimentation, propice à l'agriculture.

Fin 2016, avec l'ONG locale Nebeday, dans la région de Fatick (Sine Saloum), a débuté un projet de gestion durable de forêts protégées afin de contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques en diminuant la déforestation par l'exploitation rationnelle, optimisée et durable des forêts au bénéfice des populations limitrophes.

Perspectives

Les résultats témoignent d'une réelle amélioration des conditions de vie : augmentation des revenus, diversification de la consommation alimentaire, démocratisation de l'accès aux produits maraîchers et d'élevage, accès à l'eau, et autonomisation des femmes. L'agroécologie est une stratégie vertueuse d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques : elle contribue à la qualité de l'air, au reboisement, à la sécurité alimentaire et à l'équilibre nutritionnel des populations. Elle empêche la dégradation des terres, favorise la disponibilité et la qualité de l'eau, la biodiversité...

L'introduction d'arbres fertilitaires dans les champs des paysans est une technique agroforestière simple, efficace et validée, mise au point par l'ONG APAF. Elle vise à inverser le processus de dégradation des terres par la pratique de systèmes d'exploitation économiquement viables et écologiquement stables. Elle continuera à être utilisée et soutenue par ULB-Coopération.



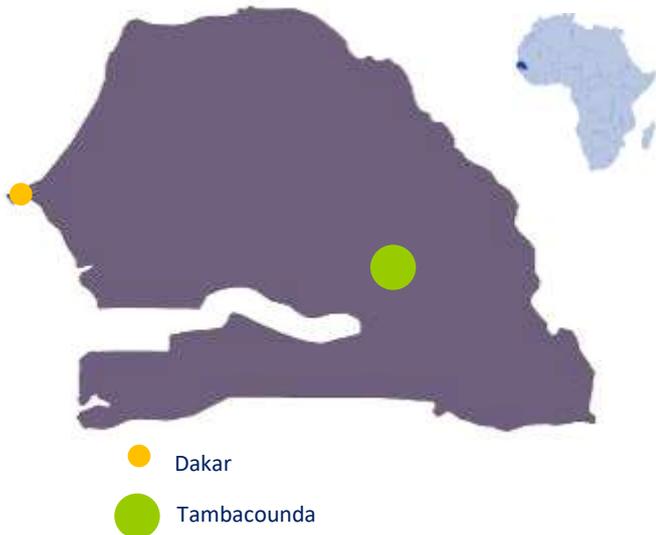
30.000 personnes



127.000 €

DGD, WBI, Fondation Roi Baudouin, donateurs privés

Localisation



Partenaires

- Am Bé Koun - Solidarité (ABK-S)
- Nebeday
- APAF Sénégal (Association pour la promotion des arbres fertilitaires, l'agroforesterie et la foresterie)
- ICD-Afrique



BELGIQUE

Éducation et citoyenneté critique



Au cœur des valeurs d'ULB-Coopération et ancrée dans le long terme, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) occupe une place capitale dans le quotidien de l'ONG. Son objectif est de sensibiliser et conscientiser la communauté universitaire aux

réalités des relations Nord-Sud, et de promouvoir son engagement pour un monde plus juste et solidaire.

En 2016, c'est deux membres de l'équipe qui ont œuvré à développer les activités d'ECMS, principalement ciblée sur la communauté universitaire de l'ULB. Sensibilisation et implication étaient les maîtres-mots de l'année, avec un total de plus de 7.200 personnes directement touchées (hors contacts virtuels -sites web, pages Facebook-).

Les activités proposées ont pris diverses formes et se sont déroulées à Bruxelles et en Wallonie, tant sur les campus universitaires que dans d'autres lieux. L'exposition « Notre Congo/Onze Kongo. La propagande coloniale belge dévoilée », créée par l'ONG CEC en collaboration avec ULB Culture, a été une activité centrale de 2016. Visant à mettre en évidence l'origine coloniale de nombreux stéréotypes qui subsistent de nos jours, elle a touché à la fois la communauté universitaire et le grand public. Cette thématique a ensuite été développée avec l'appui d'étudiant·e·s et de professeurs dans d'autres activités telles que des cafés-littéraires, des séminaires ou même au sein de travaux pratiques. Les cours méfis où un acteur du Sud intervient dans un cours habituellement peu concerné par les problématiques Nord-Sud, ont connu beaucoup de succès auprès des étudiants. Au Festival LaSemo, le stand ULB-Coopération a proposé des activités ludiques d'information et de sensibilisation qui ont permis de toucher 300 personnes. Le site web www.stagesud.ulb.ac.be qui fournit aux étudiant·e·s des informations et conseils pour l'organisation de leurs stages dans le secteur de la coopération, a été relooké, tant sur le fond que sur la forme, pour faciliter son utilisation et attirer plus de public. Les collaborations avec diverses facultés se sont étoffées et structurées, en témoigne notamment l'accompagnement croissant par l'ONG d'étudiant·e·s, stagiaires ou mémorant·e·s ainsi que l'augmentation des séances de préparation au départ réalisées. Un cycle d'émissions de radio (projet Radioscope en collaboration avec Radio Campus et des étudiant·e·s en journalisme) a été initié et un jeu-concours via Facebook (Africa Quizz) a été orga-

nisé. Malheureusement, suite aux attentats de Bruxelles, toutes les activités de la Journée de la coopération (22 mars 2016) ont été annulées, et notamment la conférence de Pierre Rabhi à laquelle 1.500 personnes étaient inscrites. Si le contenu des activités avait pour but principal la sensibilisation du public, leurs modalités de mise en œuvre a également visé l'implication d'un maximum d'acteurs. Notre équipe a, en effet, consacré une part importante de son temps pour favoriser la co-organisation des activités avec les membres de la communauté universitaire ou pour soutenir des initiatives extérieures.

Cette approche s'est traduite dans les chiffres suivants : 50 activités organisées, 29 activités co-organisées et 29 activités soutenues. De manière globale, 2016 marque une belle augmentation des contacts avec différents acteur·trice·s de l'Université qui, conjuguée à l'emménagement sur le campus de la Plaine et au changement de nom de l'ONG, concourent à une reconnaissance croissante d'ULB-Coopération comme partenaire de l'Université pour les activités de coopération et de sensibilisation.



Bénéficiaires directs : 7.200 en 2016

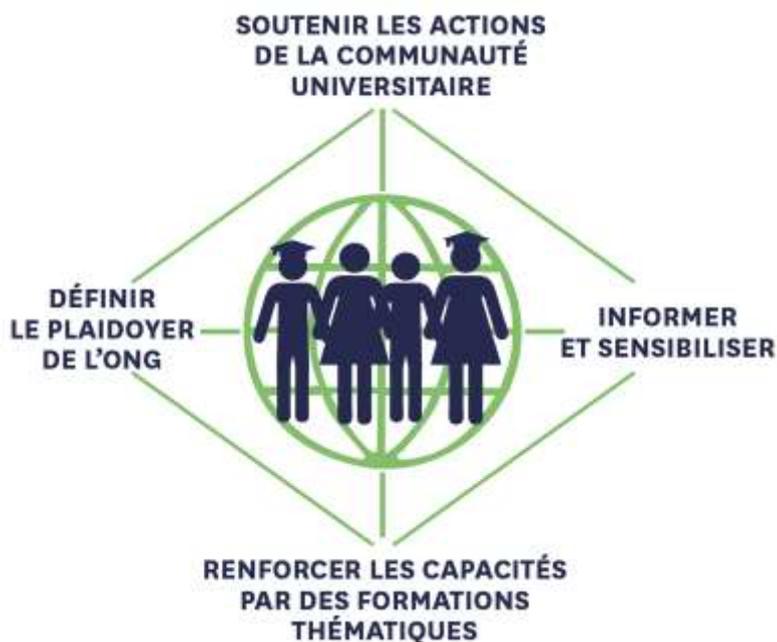


120.000 € en 2016
DGD



Perspectives

Le jeu-concours ne sera pas maintenu, vu les difficultés de mobilisation des étudiants. Il sera avantageusement remplacé par un jeu de déconstruction des préjugés, sur application mobile, construit grâce à la collaboration d'étudiant·e·s de psychologie sociale et d'informatique. Radioscope, qui a connu quelques difficultés de démarrage, repart sur les chapeaux de roues en 2017. Le plaidoyer pour l'insertion d'un cours de citoyenneté mondiale et solidaire dans tous les cursus de l'ULB, déjà bien avancé et bien accepté sur ses principes, sera activement poursuivi.



Atelier avec des étudiant·e·s

CHIFFRES¹

Finances : bilan

ULB-Coopération

- ▼ >200 citoyens donateurs ;
- ▼ 2 bénévoles permanents au siège
- ▼ Des stagiaires toute l'année, au siège et au Sud
- ▼ 13 employés au siège : 9 femmes et 4 hommes
- ▼ 15 employés dans le bureau local de Goma (RDC)
- ▼ 10 employés dans le bureau local de Kinshasa (RDC)
- ▼ 2 employés dans le bureau local de Ouagadougou (Burkina Faso)
- ▼ 3 expatriés
- ▼ Plus de 10 partenaires locaux
- ▼ 2 membres de l'ULB dans son Conseil d'Administration
- ▼ Des bailleurs de fonds :

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be



CNCD
11.11.11

ACTIF	2016	2015	Evolution ²
Actifs Immobilisés	209.962	228.238	
Construction	209.429	226.662	
Mobilier et matériel roulant	534	1.577	
Actifs Circulants	1.436.575	2.635.409	
Créances à plus d'un an			
Créances à un an au plus	619.367	1.451.385	
Valeurs disponibles	816.501	1.184.024	
Comptes de régularisation	707		
ACTIF	1.646.538	2.863.647	

PASSIF	2016	2015	Evolution ²
Fonds social	141.916	100.748	
Bénéfice reporté	999.402	939.876	
Dettes	505.220	1.823.023	
Dettes à un an au plus	210.522	109.453	
Comptes de régularisation	294.698	1.713.570	
PASSIF	1.646.538	2.863.647	

Finances : compte de résultat

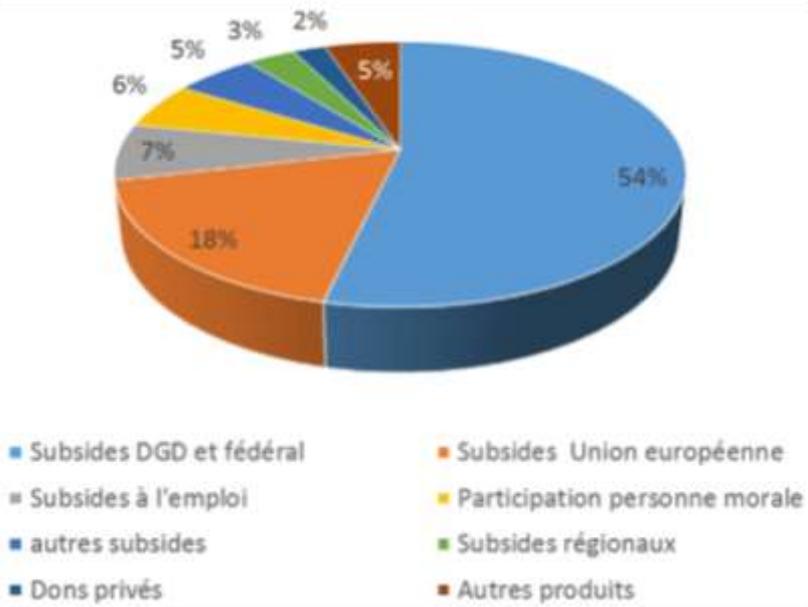
	2016	2015	Evolution ²
Recettes d'exploitation			
Subsides et dons	2.300.517	2.495.062	
Produits d'exploitation	16.656	23.246	
Charges d'exploitation			
Services et biens divers	-1.305.843	-278.487	
Rémunération	-974.627	-456.522	
Amortissement	-21.588	-21.410	
Provisions pour charge (Bourse)	1.527	-1.527	
Autres charges d'exploitation	-18.103	-1.677.924	
Résultat d'exploitation	-1.462	82.439	
Produits financiers	1.845	1.189	
Charges financières	-12.858	-1.430	
Résultat courant	-12.475	82.199	
Produits exceptionnels	77.594		
Charges exceptionnels	-2.740	-37.321	

Résultat de l'exercice	59.526	44.878	
-------------------------------	---------------	---------------	--

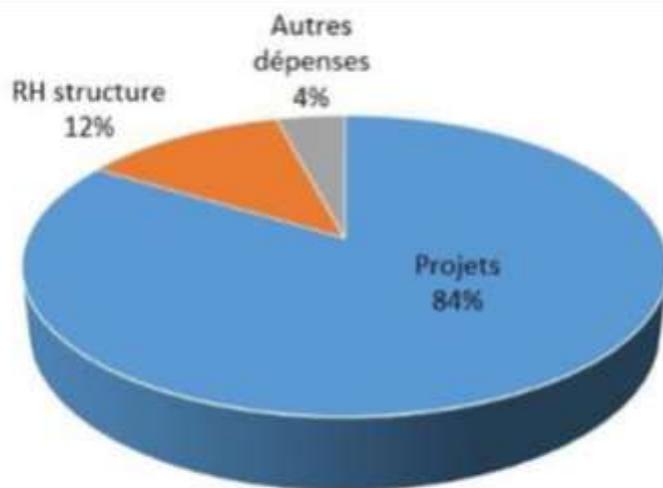
¹ : Les chiffres présentent les comptes consolidés d'ULB-Coopération et du SLCD. Administrativement toutefois, ces entités sont distinctes.

² : Nous avons effectué l'intégration comptable des coordinations locales (Goma et Kinshasa). La comparabilité de l'exercice 2016 et de l'exercice précédent (2015) en est donc impactée.

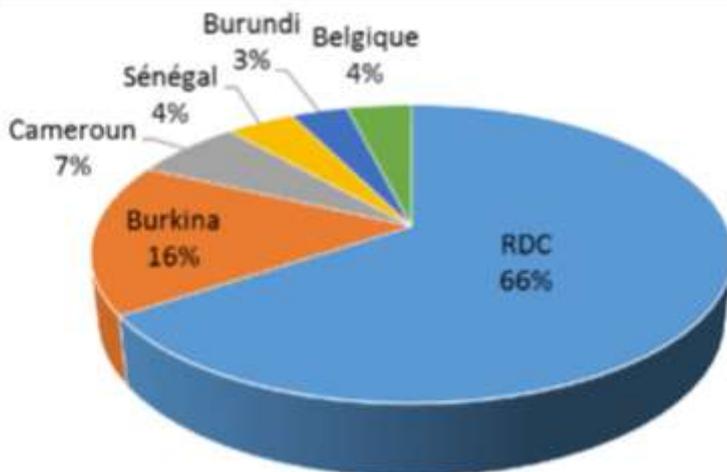
Répartition des sources de financement



Répartition des dépenses



Répartition des montants de projets par pays





ULB-Coopération asbl

Avenue F.D. Roosevelt 50, CP 266
1050 Bruxelles
Belgique

Tél : +32 2 650 6100

www.ulb-cooperation.org

info@ulb-cooperation.org

CONTACTS

Bruxelles

(adresse mail : prénom(sans tiret).nom@ulb-cooperation.org)

Alain Wodon	Directeur	+32 2 650 61 01
Christine de Mathelin	Responsable administrative & financière	+32 2 650 61 02
Anne Depret	Responsable des opérations, de la recherche et de l'innovation	+32 2 650 61 03
Julie Simon	Responsable communication	+32 2 650 61 02

RDC, Kinshasa

Serge Ngaima	Coordinateur Kinshasa	+243 991 295 292
Aline Tumagene	Administratrice gestionnaire	+243 998 644 794

RDC, Goma

Jean-Bosco Kahindo	Coordinateur Goma	+243 998 165 779
Sylvie Mushagalusa	Administratrice gestionnaire	+243 818 114 013

Burkina Faso, Ouagadougou

Boris Javeau	Coordinateur Burkina Faso	+226 25 37 52 79
--------------	---------------------------	------------------

L'ÉQUIPE D'ULB-COOPÉRATION EN 2016

À Bruxelles, l'équipe administrative et financière représente 4 ETP. Les projets sont portés par 6 ETP. La communication compte 1,5 ETP. L'ensemble est dirigé par un directeur à temps plein.

L'ONG a accueilli et a été enrichie par les contributions de bénévoles et stagiaires, que nous remercions chaleureusement : Sandrine Fraiture, Jean-Claude Guillemeau, Élody de Brito, Vanina Santy, Maurice Mateke, David De Groote, Constant Gohide, Yasmina Aït El Hadj.

En RDC, c'est une vingtaine d'équivalents temps plein que l'ONG a employé en 2016, dans les coordinations locales de Goma et de Kinshasa.

